



Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de boisement de Paulownias au lieu-dit « le Champ du Val » sur la commune de Mortain-Bocage (Manche)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Arts et des Lettres**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR / 23-036 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2024-5577 relative au projet de boisement de Paulownia au lieu-dit « Le Champ du Val » sur la commune de Mortain-bocage (Manche), télédéclarée sous le n° A-4T75UQFMY9 par Monsieur Emmanuel BOULLE et reçue complète le 19 septembre 2024 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 02 octobre 2024 ;
- vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de la Manche en date du 24 septembre 2024 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à boiser 3,90 hectares sur trois parcelles de terres agricoles à l'état de prairies de fauche au lieu-dit « le Champ du Val » sur la commune de Mortain-Bocage (Manche) ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 47 c) concernant les « *premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion des sols* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, rubrique pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant que le pétitionnaire prévoit le boisement de 3,90 ha de terres agricoles afin de produire du bois d'œuvre ;

Considérant que le projet prévoit :

- un travail préparatoire du sol pour une plantation en février, mars 2025 ;
- la plantation de paulownia sur une surface de 3,90 hectares, une variété hybride TURBO PRO stérile et non invasive ;
- une densité de plantation de 400 arbres à l'hectare ;
- une plantation en linéaire avec un espacement tous les 5 mètres ;
- le maintien des surfaces en herbes en inter-rang ;

Considérant que le projet est situé :

- sur des terres identifiées comme prairie permanente par le registre parcellaire de 2022 ;
- sur la commune de Mortain-Bocage (Manche) ;
- à proximité du bois de la Lande Pourrie, sur un secteur de « paysage emblématique » identifié dans la charte du Parc naturel régional (PNR) 2024-2039 ;
- en dehors de toute zone Natura 2000, le site le plus proche étant le site des « Anciennes mines de Barenton et de Bion » situées à environ 6 kilomètres et référencées FR2502009 ;
- à proximité d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type II des « Forêts de la Lande Pourrie » (250002592) et à proximité de la Znieff de type I des « Cascades de Mortain » (250002599);
- en dehors de toute zone couverte par un arrêté de biotope ;
- sur la parcelle AL 0310 identifiée comme étant en zone humide ;
- à proximité d'un cours d'eau ;
- en dehors de tout site classé ou inscrit ;

Considérant que le projet prévoit une partie du boisement en zone humide pouvant nuire à la biodiversité locale ;

Considérant que le Paulownia est une essence hôte pour de nombreux ravageurs comme la punaise diabolique, insecte polyphage susceptible de causer des dommages aux fruits ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci apparaît susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

Le projet de boisement de 3,90 hectares de terres agricoles à l'état de terres arables en partie en jachère au lieu-dit « Le champ du Val » sur la commune de Mortain-Bocage (Manche) **est soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

En fonction des informations fournies dans le dossier de demande d'examen au cas par cas, l'évaluation environnementale doit en particulier porter sur les incidences du projet sur la zone humide et sa biodiversité, et les conséquences du boisement de Paulownias à proximité de milieux présentant des enjeux de biodiversité, ceci sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 22 octobre 2024

Pour le préfet de la région Normandie et par délégation,
Le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Olivier Morzelle

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

*Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX*

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

*Monsieur le ministre de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS*

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

*Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN*

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr